

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CALEDONIENNE D'INVESTISSEMENT

SAEM au capital de 15 milliards de francs CFP
Siège Social : 54 Avenue de la Victoire, BP K5, 98849 Nouméa Cedex
RCS Nouméa n°15479 – RIDET n°0 015 479 001 – RIAS NC n° NC170007.

A. — Comptes sociaux.
I. — Bilan au 31 décembre 2025.
(En milliers de Francs CFP)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de trésorerie et interbancaires		58 999 911	74 192 029
Caisse, banques centrales, C.C.P		40 675 705	56 392 286
Créances sur les Etablissements de Crédit	2.1	18 324 206	17 799 744
A vue		5 001 740	3 909 540
A terme		13 322 466	13 890 203
Créances sur la clientèle	2.2	319 427 876	327 637 040
Créances commerciales		460 622	503 473
Autres concours à la clientèle		309 576 775	318 072 669
Comptes ordinaires débiteurs		9 390 480	9 060 898
Opérations sur titres		6 149 099	6 480 900
Obligations et autres titres à revenu fixe	2.3.1	6 149 099	6 480 900
Actions et autres titres à revenu variable	2.3.2	-	-
Valeurs immobilisées		5 325 070	5 289 540
Prêts participatifs	2.4		
Participations et autres titres détenus à long terme	2.5	1 316 597	1 296 730
Parts dans les entreprises liées	2.6	238 346	251 655
Immobilisations incorporelles	2.7	209 102	300 184
Immobilisations corporelles	2.8	3 561 025	3 440 971
Créances douteuses	2.9	-	-
Comptes de tiers et divers		7 595 370	5 074 921
Autres actifs	2.9.1	3 886 657	3 160 922
Comptes de régularisation	2.10.1	3 708 713	1 914 000
Total actif		397 497 325	418 674 430

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de trésorerie et interbancaires		99 205 216	112 108 232
Dettes envers les établissements de crédit	2.1	99 205 216	112 108 232
A vue		2 723 217	2 054 933
A terme		96 481 999	110 053 299
Comptes créditeurs de la clientèle	2.2	244 466 307	252 864 097
Comptes d'épargne		21 308 648	23 240 288
A vue		21 308 648	23 240 288
Autres dettes		223 157 659	229 623 809
A vue		118 011 608	125 883 741
A terme		105 146 051	103 740 068
Dettes représentées par un titre	2.3.3	2 389 224	3 583 774
Titres de créances négociables		2 389 224	3 583 774
Comptes de tiers et divers		5 447 375	5 196 556
Autres passifs	2.9.2	2 498 134	2 202 212
Comptes de régularisation	2.10.2	2 949 241	2 994 344
Provisions et dettes subordonnées		6 895 582	6 618 704
Provisions pour risques et charges	2.11	1 374 875	1 097 997
Fonds pour risques bancaires généraux	2.12	5 520 707	5 520 707
Capitaux propres hors FRBG	2.13	39 093 621	38 303 068
Capital souscrit versé		15 000 000	15 000 000
Réserves		23 303 068	24 081 455
Report à nouveau débiteur			
Résultat de l'exercice		790 553	- 778 387
Total passif		397 497 325	418 674 430

Hors-Bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus :			
Engagements de financement	3.1.1	5 966 587	-
Engagements reçus d'établissements de crédit		5 966 587	-
Engagements de garantie	3.2.1	9 998 150	5 933 482
Engagements reçus d'établissements de crédit		9 998 150	5 933 482
Autres engagements reçus	3.3	2 782 830	6 001 572
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		2 782 830	6 001 572
Engagements reçus de la clientèle		-	-
Total engagements reçus		18 747 568	11 935 053
Engagements donnés :			
Engagements de financement		22 251 467	26 714 378
Engagements en faveur de la clientèle	3.1.2	22 251 467	26 714 378
Engagements en faveur d'établissements de crédit			
Engagements de garantie		16 420 421	16 320 561
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		4 856 082	3 574 879
Engagements d'ordre de la clientèle	3.2.2	11 296 149	12 436 423
Engagements donnés sur clientèle douteuse		268 190	309 258
Autres engagements donnés	3.3.2	107 615 761	104 477 593
Créances données en garantie		107 615 761	104 477 593
Total engagements donnés		146 287 649	147 512 532

II. — Compte de résultat.

(En milliers de Francs CFP)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	11 892 142	13 131 088
Sur opérations avec les établissements de crédit		1 244 218	2 107 455
Sur opérations avec la clientèle		10 647 924	11 023 633
Intérêts et charges assimilés	4.2	- 7 054 773	- 7 414 593
Sur opérations avec les établissements de crédit		- 3 308 485	- 3 856 695
Sur opérations avec la clientèle		- 3 612 520	- 3 399 901
Sur dettes représentées par des titres		- 122 087	- 137 164
Autres intérêts et charges assimilés		- 11 681	- 20 832
Revenus des titres à revenu variable	4.3	94 612	75 563
Commissions (produits)	4.4	5 290 459	5 148 734
Commissions (charges)	4.5	- 1 628 207	- 1 592 882
Gains sur opérations de portefeuille de négociation	4.6	426 083	417 384
Solde (bénéfice) des opérations de change		426 083	417 384
Gains sur opérations de portefeuille de placement et assimilés	4.7	-	-
Solde (bénéfice) des opérations sur titres en portefeuille		-	-
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	4.8	106 259	- 93 882
Autres produits d'exploitation bancaire	4.8.1	177 160	250 817
Autres charges d'exploitation bancaire	4.8.2	- 70 901	- 344 699
Produit net bancaire		9 126 575	9 671 413
Charges générales d'exploitation	4.9	- 5 967 482	- 5 690 764
Frais de personnel	4.9.1	- 4 095 855	- 3 912 747
Autres frais administratifs	4.9.2	- 1 807 683	- 1 664 418
Impôts et taxes	4.9.3	- 63 943	- 113 599
Dotations aux amortissements et dépréciations	4.10	- 486 972	- 565 640
Résultat brut d'exploitation		2 672 121	3 415 009
Coût du risque	4.11	- 1 475 755	- 4 303 540
Résultat d'exploitation		1 196 366	- 888 531
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.12	-26 716	208 424
Résultat courant avant impôt		1 169 650	- 680 107
Résultat exceptionnel	4.13	73 847	13 550
Résultat avant FRBG et impôt		1 243 497	- 666 557
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Impôt sur les bénéfices et charges assimilés	4.14	- 452 943	- 111 829
Résultat net		790 553	- 778 387

III. — Annexe.

1. — Cadre général.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.

En 2025, la Nouvelle-Calédonie est restée très marquée par les conséquences des émeutes de 2024 qui se sont surajoutées à la crise du nickel de 2023. L'activité économique du Territoire est restée fortement dégradée au cours de l'exercice en l'absence de perspectives sur l'avenir institutionnel du Territoire. L'extraction minière a baissé de 61% en deux ans, la production métallurgique de 30%, un emploi sur 6 a été perdu, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics est quasiment à l'arrêt et le tourisme est en baisse de 50% par rapport à la moyenne des 20 dernières années (hors Covid). Sur le plan bancaire, l'encours de crédit de la place s'est contracté de 10% (- 98 milliards FCFP), sous l'effet de productions de crédits insuffisantes en 2024 et 2025.

Une amélioration de certains indicateurs est néanmoins observée au 4^e trimestre 2025.

Durant cet exercice, la Banque est restée attentive à la situation de ses clients et a maintenu ou renforcé ses provisions et dépréciations existantes.

La Banque a procédé au cours de l'exercice à la cession d'un portefeuille de créances douteuses et compromises inscrits en ces livres pour un montant brut de 1 317 millions FCFP.

ÉVÉNEMENTS POST-CLOTURE.

Aucun événement post-clôture susceptible d'avoir un impact sur la situation économique et financière de la Banque, n'est à signaler.

Note 1. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de la Banque Calédonienne d'Investissement clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable applicable aux établissements de crédit, aux instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions, aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, aux règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables et dans le respect des principes comptables généralement admis.

La Banque déroge toutefois aux préconisations de la réglementation dans les 2 cas suivants :

- la Banque n'a pas mis en œuvre l'avis 2006-02 du Conseil National de la Comptabilité qui prévoit que les engagements aux conséquences défavorables pour les établissements de crédit habilités à recevoir des dépôts d'épargne-logement et à consentir des prêts d'épargne logement doivent être provisionnés à chaque arrêté, ces engagements étant relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. La mise en œuvre de l'épargne logement en Nouvelle-Calédonie qui ne remonte qu'à septembre 2002 et la faiblesse du nombre d'opérations d'épargne ou de crédit, ne permettent pas à la Banque de disposer d'échantillons mathématiques suffisants pour estimer les comportements futurs d'épargne et de crédit, et par là même, les conséquences défavorables qui pourraient en résulter. Compte tenu du volume restreint des dépôts d'épargne, les engagements qui pourraient en résulter ne pourraient être que faibles.
- La Banque a mis en œuvre au 1er janvier 2010, l'avis 2009-05 du Conseil National de la Comptabilité relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, mais elle enregistre au passif en produits constatés d'avance, les commissions à étaler, au lieu de les enregistrer en diminution des créances.

Les textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets de dépréciations, d'amortissements et de corrections de valeur.

Tous les montants sont exprimés en milliers de Francs CFP (sauf mention contraire).

Pour mémoire, la parité Franc CFP / Euro est fixe et s'établit comme suit : 1000 francs CFP = 8,38 euros.

Actif

1.1. CREANCES SUR LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations.

Elles comprennent les créances commerciales, les autres concours à la clientèle qui totalisent les crédits de trésorerie, les crédits à l'exportation, les crédits à l'habitat, les crédits d'équipement et les valeurs en cours d'imputation, ainsi que les comptes de débiteurs de la clientèle.

Elles sont inscrites au bilan pour le montant du principal restant dû et non exigible à la date de clôture.

Les intérêts courus non échus sur opérations avec la clientèle ainsi que les intérêts capitalisés du fait des périodes de différé sont intégrés aux créances auxquelles ils sont rattachés.

La Banque utilise pour l'évaluation de ses créances deux indicateurs : la cotation IEOM et un système interne d'évaluation de la relation commerciale à 12 niveaux classés de A à L.

La segmentation des encours retenue par l'établissement est la suivante :

Outre la segmentation des crédits par durée restante à courir, la Banque a retenu l'approche suivante en matière de ségrégation des crédits :

- Par grand type de contrepartie (particuliers, professionnels, entreprises, secteur public) ;
- Pour les entreprises et professionnels, par secteur d'activité économique ; les secteurs suivants ont été retenus : Développement rural, Pêche, Artisanat / Industrie, Hôtellerie / Tourisme, Services / Commerce, Crédits sécheresse, Prêts en devises, et Autres crédits court terme.

Compte tenu de son poids pour l'établissement, le secteur de l'immobilier est présenté toutes contreparties confondues.

La Banque opère l'intégralité de son activité de crédit en Nouvelle-Calédonie. La présentation par secteur géographique à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie n'est pas jugée être un indicateur critique.

1.2. CREANCES DOUTEUSES ET DEPRECIATIONS.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que

l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le déclasserement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, en harmonisation avec les événements de défaut conformément à la réglementation applicable.

La mise en place d'une concession à un débiteur présentant des signes probables de difficulté financière ou la diminution de plus de 1% de la valeur actualisée des cash-flows d'une créance a pour conséquence d'identifier cette créance comme étant en situation de « forbearance ». Ceci conduit également à son déclasserement en douteux et par contagion au déclasserement du client.

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Sont en particulier identifiées comme telles, les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an à l'exception de celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain à l'issue d'une période de probation de 90 jours pendant laquelle les règlements ont repris de façon régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les créances déclassées identifiées « forbearance » restent quant à elle en défaut pendant une période probatoire de 12 mois puis sont reclassées en encours sain en conservant leur identification « forbearance » pendant une période d'observation de 24 mois au cours desquels elles restent placées sous surveillance. Les incidents survenant pendant l'une des deux périodes auront pour effet de prolonger d'autant la période concernée et le maintien ou le retour du client en statut douteux selon la typologie de l'incident. A l'issue de la période d'observation la qualification du contrat en « forbearance » est levée.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, jusqu'au prononcé de la déchéance du terme. Lorsqu'ils sont impayés, ils sont intégralement dépréciés. Les mouvements sur la dépréciation pour intérêts des créances douteuses amortissables sont portés en correction des produits d'exploitation bancaire constatés. En l'absence d'information sur l'encaissement des intérêts des crédits non amortissables, les dépréciations constituées sur ces intérêts ne sont pas retraitées.

Les créances d'un montant inférieur à 15 millions de FCFP font l'objet d'une dépréciation établie sur la base d'une modélisation des défaillances observées par le passé sur des groupes de créances homogènes. Les créances d'un montant supérieur ou égal à 15 millions FCFP font l'objet d'une analyse et d'une estimation individuelle des perspectives de recouvrement. Les dépréciations ainsi déterminées font l'objet d'une actualisation au taux du crédit. L'effet de désactualisation constaté sur les exercices suivants reste imputé sous la rubrique coût du risque.

Ces dépréciations sont inscrites directement en diminution de l'actif.

Les remboursements d'arriérés sont imputés prioritairement sur les échéances les plus anciennes, d'abord sur les pénalités de retard, puis sur les intérêts et enfin sur le capital.

1.3. Operations sur titres

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

1.4. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les titres de participation sont enregistrés au coût d'acquisition.

Une dépréciation est constatée, au prorata des titres détenus, sur la base des fonds propres connus, lorsque celle-ci est inférieure à la valeur d'acquisition. Lorsque les résultats de l'exploitation sont déficitaires de manière récurrente ou en l'absence de visibilité consécutive à l'absence de transmission des documents comptables, une dépréciation est constatée conformément au principe de prudence. Cette dépréciation est déterminée sur la base des informations disponibles (historique des résultats, valeur mathématique de la participation et perspectives). En l'absence totale d'éléments permettant une estimation fiable, la dépréciation sera portée à 100% de la valeur d'acquisition.

- Sont classés en titres de participation, les titres dont la détention durable est estimée utile à la Banque en raison de son activité.
- Sont classés en autres titres détenus à long terme, les titres de sociétés participant directement au développement économique de la Nouvelle-Calédonie.

1.5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels acquis par l'entreprise sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

Ils sont amortis sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire à partir de leur date de mise en service, soit :

Logiciels micro-informatiques	1 à 3 ans
Logiciels bancaires	1 à 7 ans

Les coûts de développement interne générés par la mise en œuvre de projets d'ampleur sont inclus dans le coût des logiciels concernés.

Les autres coûts de développement supportés par la société sont comptabilisés directement en charges.

1.6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des constructions et des terrains acquis initialement par la SICNC, conservés par la BCI lors de la scission, et qui ont fait l'objet d'une réévaluation libre le 31 décembre 1987.

Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire exclusivement.

Les durées probables d'utilisation ont été estimées à :

Constructions :	
Façades destructibles	15 à 30 ans
Fondations et ossatures	30 à 50 ans
Couverture	25 ans
Ravalement et étanchéité	10 ans
Equipements techniques	10 ans
Agencements intérieurs	10 ans
Matériel, mobilier, et agencements	De 4 à 10 ans
Matériel informatique	De 3 à 7 ans
Véhicules	5 ans

Sont également classées en immobilisations corporelles, les participations majoritaires dans des sociétés civiles immobilières ainsi que les avances en comptes courants qui ont été faites à ces sociétés, pour financer la construction de locaux d'exploitation. Elles ne font l'objet d'aucun amortissement. Lorsque leur résultat est déficitaire, il fait l'objet d'une dépréciation des titres et créances rattachées. Cette dépréciation est assimilable à un amortissement.

1.7. INTERETS COURUS NON ECHUS SUR OPERATIONS INTERBANCAIRES

Les intérêts courus non échus sur opérations interbancaires figurent dans le poste d'actif à raison duquel ils sont dus.

Passif

1.8. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne ordinaires et autres dettes pour la clientèle.

Est incluse, dans les dettes envers les établissements de crédit, la mobilisation de fonds par voie de réescompte auprès de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.9. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont constituées exclusivement par des titres de créances négociables avec ou sans sûretés.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en compte de dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat et figurent sous la rubrique "Titres de créances négociables".

1.10. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 du même code, dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Elles comprennent notamment :

- Les provisions pour charges de retraite et primes de fidélité du personnel,
 - Les provisions pour promesses de rétrocession de crédit d'impôts ou d'abandon de créances consenties dans le cadre d'opérations visées à l'article Lp 45 ter 1 et suivants du Code des impôts de Nouvelle-Calédonie
- Le calcul des droits à indemnité de départ à la retraite et des droits à prime de fidélité, acquis par les salariés au titre des années de présence dans la Banque, prend en compte les probabilités de réalisation de ces droits.
- Les charges de retraite sont supportées par les caisses et les organismes auprès desquels la Banque et ses salariés cotisent.

Ce poste recouvre également les provisions destinées à couvrir les risques et charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, dont la réalisation est incertaine et notamment :

- le risque probable de mise en jeu d'engagements par signature,
- la provision pour litiges clients.
- la provision pour litiges sociaux

1.11. Fonds pour risques bancaires généraux

Doté ou repris conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, le fonds pour risques bancaires généraux est destiné à faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais relevant de l'activité bancaire.

Engagements (hors-bilan)

1.12. Engagements de hors-bilan

Sont considérés comme engagements, tous droits et obligations dont les effets sur le montant ou la composition du patrimoine de la Banque sont subordonnés à la réalisation de conditions (cautions ou avals) ou d'opérations ultérieures (autorisations de crédit). Seuls les engagements qui ont un caractère d'irrévocabilité sont enregistrés au hors bilan.

Compte de résultat

1.13. Produits et charges d'exploitation

Les produits et les charges d'exploitation sont comptabilisés selon le principe d'indépendance des exercices. Les commissions sont comptabilisées selon le critère de la date d'exigibilité, d'encaissement ou de paiement.

1.14. Opérations en devises

Les opérations en devises sont constituées :

- Des emprunts souscrits par la BCI auprès d'établissements financiers ;
- Du montant des avoirs des clients logés dans les livres de la banque, sous forme de dépôts à vue ou à terme ;
- Du montant des avoirs de la BCI logés dans les livres des correspondants étrangers, sous forme de dépôts à vue ou à terme ;
- Des encaisses destinées aux opérations de change manuel ;
- Des titres de créances négociables émis en devises ;
- Des titres de participations acquis en devises.
- Les engagements en devises

Toutes ces transactions font l'objet d'une réévaluation mensuelle aux cours de clôture et d'un enregistrement au compte de résultat hormis les opérations pour lesquelles sont enregistrées un écart de réévaluation.

1.15. Impôts différés

La Banque comptabilise un impôt différé pour étaler les crédits d'impôt des Prêts à Taux Zéro sur la durée de vie de ces prêts.

1.16. Prime d'intéressement

La prime d'intéressement due au personnel est constatée à la clôture de l'exercice en créditeurs divers. Son montant a été fixé en application de l'accord signé en 2023 pour les exercices 2023 à 2025 inclus.

Note 2. – Observations sur l'actif et le passif

2.1. Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

	Créance		Dettes	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
De 0 à 3 mois	20 738 741	19 948 361	15 794 288	11 998 052
De 3 à 12 mois	10 909	12 738	27 521 117	24 480 491
De 1 à 5 ans		15 260	38 851 735	55 668 888
Plus de 5 ans	17 900	17 900	13 261 816	16 002 643
Créances et dettes rattachées	-2 443 344	-2 194 516	3 776 261	3 958 157
Total	18 324 206	17 799 744	99 205 216	112 108 232

La Banque a procédé au cours de l'exercice au remboursement anticipé d'une ligne d'emprunt d'un montant de 6,0 milliards FCFP.

Parmi les opérations ci-dessus, les refinancements obtenus auprès de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, font l'objet de créances données en garantie. Les montants des refinancements et des créances données en garantie sont synthétisés ci-dessous :

(En milliers de Francs CFP)	Montant du refinancement		Montant des créances données en garantie	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Réescampte	-	-	-	-
Lignes de refinancement LR	44 158 886	44 822 369	107 615 761	2 7 593

2.2. Operations avec la clientèle**a) Détail des créances et des dettes avec la clientèle par échéance :**

	Créances		Dettes	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
De 0 à 3 mois	36 697 722	34 382 190	160 963 433	172 615 461
De 3 à 12 mois	25 163 735	26 142 562	48 162 785	48 793 822
De 1 à 5 ans	95 956 962	99 372 768	35 860 738	31 698 790
Plus de 5 ans	160 813 528	166 561 110	101 556	94 843
Créances et dettes rattachées	795 929	1 178 410	-622 206	-338 819
Total	319 427 876	327 637 040	244 466 307	252 864 097

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du Livret A représente 2 522 millions de francs CFP à la clôture de l'exercice. Elle est présentée en déduction des opérations avec la clientèle au passif.

b) Détail des créances sur la clientèle :

– Par secteur d'activité

(En milliers de Francs CFP)	Brut	Dépréciation	Net 2025	Net 2024
Créances commerciales	564 394	103 773	460 622	503 473
Crédit à l'immobilier	182 325 758	4 213 468	178 112 289	185 164 484
Crédit de trésorerie	45 756 324	3 163 532	42 592 803	44 838 306
Prêts aux professionnels :	90 850 351	3 073 934	87 776 417	87 840 230
Développement rural	5 085 235	186 423	4 898 812	5 872 301
Pêche	34 540	2 381	32 159	33 850
Artisanat / industrie	1 649 325	216 763	1 432 563	1 724 964
Hôtellerie / tourisme	3 385 703	121 576	3 264 129	4 198 640
Services / commerce	80 511 621	2 534 211	77 977 410	75 847 793
Crédits sécheresse				
Créances rattachées	183 926	12 581	171 329	162 681
Collectivités publiques	912 980		912 980	-
Valeurs en cours d'imputation	182 298		182 298	229 650
Comptes ordinaires débiteurs	10 991 907	1 601 428	9 390 483	9 060 898
Total (1)	331 584 011	12 156 135	319 427 892	327 637 040

(1) dont encours restructurés à des conditions hors marché

Les valeurs en cours d'imputation enregistrent le montant des échéances de prêts exigibles à la clôture de l'exercice et impayées à cette même date, ainsi que les prélèvements en cours de recouvrement non encore imputés sur les comptes clients, compte tenu des délais de règlement.

Les comptes ordinaires débiteurs comprennent l'ensemble des découverts autorisés ou non.

– Par contrepartie

(En milliers de Francs CFP)	Brut	Dépréciation	Net 2025	Net 2024
Sociétés et quasi-sociétés	144 279 896	6 034 042	138 245 854	141 527 614
Entrepreneurs individuels	19 896 057	1 346 174	18 549 883	19 272 990
Particuliers	165 505 695	4 762 137	160 743 558	165 699 962
Autres	1 720 064	13 782	1 706 283	906 824
Valeurs en cours d'imputation	182 298		182 298	229 650
Total	331 584 011	12 156 135	319 427 876	327 637 040

– Risques immobiliers :

Les crédits à l'habitat représentent 56% du montant brut des Autres Concours à la Clientèle. Dans ce secteur, les risques de la BCI sont limités compte tenu de leur large répartition et du fait que la majorité des crédits à l'immobilier est garantie par des sûretés réelles ou un organisme de caution mutuelle.

Outre les crédits amortissables à l'habitat, les crédits à l'immobilier comprennent également le financement à court terme de promotions immobilières. Ce marché représente 1,8 % du portefeuille immobilier.

Le taux de dépréciation des créances douteuses et litigieuses relatives à des concours amortissables à l'immobilier, s'élève à 31,1%. Leur taux de douteux rapporté à l'encours brut est de 7,4%.

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	31/12/2024
Prêts garantis par des sûretés réelles ou un organisme de caution mutuelle	178 825 707	177 154 271
Crédits à l'immobilier	182 325 758	189 133 710
Taux de couverture	98,08%	93,67%

Les créances douteuses sur promotion s'élèvent pour leur part à 4,5 % de l'encours total accordé aux promoteurs. Elles sont dépréciées à hauteur de 28,3 %.

Dans leur globalité, les créances douteuses sont dépréciées à hauteur de 42 %. Elles sont détaillées comme suit :

c) Détail des créances douteuses

Les créances douteuses sont détaillées comme suit pour leur valeur brute :

– Par secteur d'activité

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	31/12/2024
Créances commerciales	131 327	148 629
Crédit à l'immobilier	13 566 731	12 626 491
Crédit de trésorerie	5 921 958	6 435 970
Prêts aux professionnels :	7 177 451	6 040 590
Développement rural	306 012	223 184
Pêche	2 381	14 206
Artisanat / industrie	298 862	329 671
Hôtellerie / tourisme	418 044	334 359
Services / commerce	6 139 571	5 124 288
Crédits sécheresse	-	-
Créances rattachées	12 581	14 883
Collectivités publiques	-	-
Valeurs en cours d'imputation	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	2 122 666	2 216 347
Total	28 920 133	27 468 029

– Par contrepartie

(En milliers de Francs CFP)	Douteux	Compromis	Total 2025	Total 2024
Sociétés et quasi-sociétés	10 260 253	3 480 803	13 741 056	12 657 504
Entrepreneurs individuels	2 281 691	665 692	2 947 383	2 785 232
Particuliers	10 423 525	1 794 139	12 217 663	11 867 721
Autres	1 569	12 463	14 032	157 572
Valeurs en cours d'imputation				
Total	22 967 037	5 953 096	28 920 133	27 468 029

d) Détail des dotations et reprises et dépréciations de créances sur la clientèle

– Par secteur d'activité

(En milliers de Francs CFP)	Dépréciations 31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Créances commerciales	114 758	13 616	24 602	103 773
Crédit à l'immobilier	3 969 226	1 835 729	1 591 486	4 213 468
Crédit de trésorerie	3 473 704	1 119 729	1 429 901	3 163 532
Prêts aux professionnels :	2 615 852	1 245 769	787 687	3 073 934
Développement rural	110 925	84 883	9 385	186 423
Pêche	14 206	117	11 942	2 381
Artisanat / industrie	201 251	65 109	49 597	216 763
Hôtellerie / tourisme	123 287	30 262	31 974	121 576
Services / commerce	2 151 300	1 064 474	681 563	2 534 211
Crédits sécheresse	-	-	-	-
Autres crédits court terme divers	14 883	924	3 226	12 581
Collectivités publiques	-	-	-	-
Valeurs en cours d'imputation	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	1 734 654	450 531	583 757	1 601 428
Total	11 908 193	4 665 374	4 417 433	12 156 135

– Par contrepartie

(En milliers de Francs CFP)	Dépréciations 2025			Dépréciations
	Douteux	Compromis	Total	31/12/2024
Sociétés et quasi-sociétés	3 800 055	2 233 987	6 034 042	5 848 552
Entrepreneurs individuels	836 474	509 700	1 346 174	1 278 415
Particuliers	3 642 371	1 119 766	4 762 137	4 732 020
Autres	1 319	12 463	13 782	49 206
Valeurs en cours d'imputation	-	-	-	-
Total	8 280 220	3 875 916	12 156 135	11 908 193

2.3. Opérations sur titres**2.3.1. Obligations et autres titres à revenu fixe (actif)**

– Titres d'investissement

Désignation (En milliers de Francs CFP)	Valeur d'acquisition	Coût amorti en fin de période dont coupon couru	Valeur liquidative à la clôture de l'exercice	Produits de l'exercice	Résultat des cessions de l'exercice
FR0013189073	1 193 317			1 928	
FR0013200813	1 135 130	1 188 074	1 174 559	2 983	
FR0013200813	570 736	594 291	587 280	1 492	
FR0014007L00	1 156 802	1 170 602	985 680	-	
FR0014007L00	1 142 434	1 161 430	985 680	-	
ES0000012F43	1 186 806	1 190 251	1 107 406	7 160	
Total	6 385 225	5 304 648	4 840 605	13 563	

– Titre de placement

Désignation	Valeur d'acquisition	Coût amorti en fin de période dont coupon couru	Valeur liquidative à la clôture de l'exercice	Produits de l'exercice	Plus-value latente	Moins-value latente	Résultat des cessions de l'exercice
FR0010810010	861 575	876 778	844 451	-	-	-32 327	
Total	861 575	876 778	844 451	-	-	-32 327	0

2.3.2. Actions et autres titres à revenu variable (actif)

Néant.

2.3.3. Titres de créances négociables (Passif)

Les opérations sur titres au passif sont uniquement constituées de Titres de Créances Négociables émis par la BCI.

(En milliers de Francs CFP)	Dettes	
	31/12/2025	31/12/2024
De 0 à 3 mois	-	-
De 3 à 12 mois	1 193 317	1 193 317
De 1 à 5 ans	1 193 317	2 386 635
Plus de 5 ans	-	-
Dettes rattachées	2 589	3 821
Total	2 389 224	3 583 774

Les titres de créances négociables détenus ne font l'objet d'aucune garantie ou nantissement (en milliers de Francs CFP).

TCN émis avec créances données en garantie		Montant des créances données en garantie	
31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
0	-	0	-

2.4. Les prêts participatifs

Néant.

2.5. Participations et autres titres détenus à long terme
(En milliers de Francs CFP)

Désignation	Date des états financiers	Capital social	Capitaux propres (hors capital)	CA ou PNB de l'exercice	Résultat de l'exercice	Part BCI en %	Valeur d'acquisition des titres	Valeur nette	Dividendes bruts
Dans des sociétés financières - A									
SOGEFOM	31/12/2024	131 504	1 153 819	788 067	76 492	3,76%	4 766	4 766	
FGDR	nd						250 831	250 831	
Total A							255 597	255 597	
Dans des sociétés non financières - B									
AIR CALEDONIE INTERNATIONAL	31/12/2024	11 234 973	-1 996 395	18 268 127	-1 993 436	0,21%	65 468	19 080	-
NORD TOURISME	31/03/2024	472 740	-2 892 139	175 910	-47 763	3,96%	18 740	-	-
PROMO - SUD	31/03/2024	384 740	5 053 553	60 935	-188 475	5,20%	19 000	19 000	-
S.A. KOULNOUE VILLAGE	31/03/2024	5 688	-1 246 853	313 103	-13 047	3,86%	18 012	-	-
S.H.N.	31/12/2023	6 113 357	440 063	1 307 518	1 865 949	1,51%	92 325	46 163	-
SEM DE TINA	31/12/2024	340 378	6 332	162 497	14 664	0,29%	4 173	-	-
SECAL SA	31/12/2024	565 000	289 451	2 132 215	-95 257	8,00%	2 600	2 600	-
SODEMO SAEM	31/12/2024	185 000	204 584	727 530	63 753	3,48%	6 430	6 430	-
SURF S.A.	31/03/2024	478 927	-69 551	-	-109 560	0,00%	12	-	-
SAEML DEVELOPPEMENT NORD	31/03/2025	354 670	201 229	-	36 308	4,97%	32 660	27 617	
SC NORD INVEST 2011	nd	10				40,00%	4	-	
NORD INVESTISSEMENT 2016	nd	4 000				15,00%	600	-	-
SC GRISETTES INVEST	nd	3 000				30,02%	-	-	-
SC HESPERIDES2 INVESTS	nd	2 999				20,11%	-	-	-
NORD INVESTISSEMENT 2016	nd	4 000				30,00%	1 200	-	-
HP INVEST	nd	4 000				19,10%		-	-
BH INVEST	nd	4 000				47,23%		-	-
SCP ILES 2019	nd	200				66,70%	133	-	-
SCP ILES 2020	nd	200				41,70%	83	-	-
KWITA WIJE	nd	4 000				26,29%	-	-	-
PROMED INVEST II	nd	440				10,99%	-	-	-
RECYF INVEST	nd	4 000				37,75%	-	-	-
SCP WADRA INVEST V	nd	200				25,00%	50	-	-
SCP BISCO INVEST 1	nd	200				24,80%	50	-	-
SCP BISCO INVEST 3	nd	200				14,30%	29	-	-
TINA INVEST	nd	4 000				19,08%	763	-	-
SC SINTIPA NC1 T1	nd	2 000				50,48%	1 010	-	
SC G2B INVEST	nd	5 000				6,67%	334	-	
SC AQUAPART	nd	501				99,80%	500	-	
Total B							264 174	120 890	
Titres de participations - C									
Dans des sociétés financières									
Banque de Wallis et Futuna (1)	31/12/2024	455 000	258 830	395 038	63 610	34,00%	92 820	92 820	32 810
Bred Fidji	31/12/2024	7 590 225	1 802 670	3 475 075	896 112	10,00%	831 300	753 023	-
Dans des sociétés non financières									
CSB	31/12/2024	1 430	1 821 923	2 127 360	78 622	15,38%	15 990	15 990	-
VISA INC.	nd	-	-	-	-	ns			
Total C							940 110	867 833	32 810
Total (A+B+C)							1 459 881	1 244 319	32 810

(1) Hors 61 880 000 FCFP d'actions gratuites (nd) Comptes du 1er exercice non disponible à la clôture des comptes de la BCI

2.6. Parts dans les entreprises liées 'En milliers de Francs CFP) :

Désignation	Date états financiers	Capital social	Capitaux propres (hors capital)	CA ou PNB de l'exercice	Résultat de l'exercice	Part BCI en %	Valeur d'acquisition des titres	Valeur nette	Dividendes bruts
Sociétés financières									
Néant		-	-	-	-		-	-	-
Sociétés non financières									
Titre filiales									
SOCADIR	31/12/2024	1 000	100	-	-	100,00%	1 000	1 000	-
SOCALPAR	31/12/2024	500	-	-	-	100,00%	500	500	-
Total							1 500	1 500	-
Créances rattachées									-
SOCADIR	31/12/2025						224 298	224 298	-
SOCALPAR	31/12/2025						740	740	-
GIE SIENC	31/12/2025				-21 742	14,29%	11 809	11 809	-
Total							236 846	236 846	-
Parts dans les entreprises liées							238 346	238 6	-

2.7. Les immobilisations incorporelles

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Immobilisations incorporelles	1 751 642	95 610	8 931	1 838 321
Amortissements cumulés	-1 521 475	-114 253	-6 508	-1 629 219
Immobilisations en cours	70 016	-	70 016	0
Total net	300 184	-18 643	72 439	209 102

2.8. Les immobilisations corporelles

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Transferts	31/12/2025
Immobilisations					
Titres des sociétés civiles (1)	94 754	-	-		94 754
Créances rattachées	231 883	36 766	193 930		74 718
Dépréciations	-86 295	12 930	-71 645		-1 720
Total s.c.i	240 342	49 696	122 285	-	167 752
Immobilisations d'exploitation	5 787 436	350 104	534 924		5 602 616
Immobilisations hors exploitation	543 486	2 316	37 761		508 041
Immobilisations en cours	91 941	355 470	108 185		339 226
Total brut des immobilisations	6 422 863	707 890	680 870	-	6 449 883
Amortissements / dépréciations					
Immobilisations d'exploitation	-2 995 333	-313 889	-494 661		-2 814 561
Immobilisations hors exploitation	-226 899	-29 381	-14 232		-242 048
Total amortissements	-3 222 233	-343 270	-508 893	-	-3 056 609
Total net des immob. Corporelles	3 440 973	414 315	294 261	-	3 561 025

(1) Entreprises dont la BCI est indéfiniment responsable.

Dénomination	Siège social
SCI Avenir	50 avenue de la Victoire – Nouméa
SCI Le Banian	Rue du Docteur Guégan – Nouméa

2.9. Autres actifs/passifs**2.9.1. Postes d'Actif**

AUTRES ACTIFS	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés	1 258 699	1 151 332
Commissions différées Loi Bancaire	63 875	63 768
Depôts de garantie versés	187 846	211 048
Produits à recevoir	128 019	167 129
Créances rattachées à des participations	1 433 288	1 425 000
Biens acquis sur adjudication	12 500	12 500
Autres débiteurs divers	358 070	271 898
Dépreciations des créances rattachées à des participations	-281 375	-234 332
Total	3 160 922	3 068 344

Les créances rattachées à des participations concernent principalement les financements consentis dans le cadre des articles Lp 45 ter 1 et suivants du Code des impôts de Nouvelle-Calédonie.

2.9.2. Postes de Passif

Autres passifs	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2025	31/12/2024
Dettes fiscales	218 364	180 528
Dettes sociales	861 395	678 778
Dettes fournisseurs	107 986	86 011
Créditeurs divers	609 973	544 576
Fonds gérés pour le compte de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, des Provinces et autres collectivités	693 864	712 319
Total	2 491 583	2 202 212

Les fonds gérés s'analysent ainsi :

Fonds gérés	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2025	31/12/2024
Pour le compte :		
De la Nouvelle-Calédonie	304 490	320 358
De la Province Iles	14 419	14 419
De la Province Nord	16 324	18 684
De la Province Sud	358 631	358 859
Total	693 864	712 319

Ces fonds sont utilisés conformément aux dispositions des conventions qui les régissent. Les soldes représentent l'excédent net entre les ressources ainsi confiées à la gestion de la BCI et les utilisations sous forme de prêts ou d'aides publiques. Les excédents sont rémunérés par la BCI et la Banque perçoit des commissions pour la gestion de ces conventions, suivant les modalités prévues par les conventions.

2.10. Comptes de régularisation**2.10.1. Postes d'Actif**

Comptes de régularisation	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2025	31/12/2024
Comptes de régularisation et divers	163 116	241 224
Valeurs en recouvrement	3 545 597	1 672 775
Total	3 708 713	1 914 000

2.10.2. Postes de Passif

Comptes de régularisation	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2025	31/12/2024
Produits constatés d'avance et autres	2 939 064	2 978 347
Valeurs à compenser	10 177	15 997
Total	2 949 241	2 994 344

2.11. Provisions pour risques et charges

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2024	Dotations aux provisions	Reprises de provisions devenues disponibles	Reprises de provisions pour utilisation	31/12/2025
Engagements de retraite	498 692	38 436	17 231	25 073	494 824
Engagements de fidélité	155 696	13 634	7 099	4 183	158 048
Engagements douteux (1)	11 417	-	-	-	11 417
Litiges avec la clientèle	-	9 831	-	-	9 831
Litiges sociaux	-	4 000	-	-	4 000
Promesse d'abandon de créance	432 192	309 549	-	44 985	696 756
Risques sectoriels	-	-	-	-	-
Total des provisions pour risques et charges et assimilés	1 097 997	375 449	24 330	74 241	1 374 875

(1) Concerne des engagements de hors bilan

Les engagements en matière de retraite et de fidélité ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2,5%. Ils tiennent compte depuis 2018 de l'allongement progressif de l'âge de départ à la retraite.

Les provisions sur engagements douteux concernent des engagements de hors bilan pour lesquels il existe un risque que la Banque soit appelée.

Les promesses d'abandon de créances concernent les engagements pris au regard des financements consentis dans le cadre des opérations visées aux articles Lp 45 ter 1 et suivants du Code des Impôts de la Nouvelle-Calédonie.

2.12. Fonds pour risques bancaires généraux

Les mouvements affectant le Fonds pour Risque Bancaires Généraux ont été les suivants au cours des 5 derniers exercices :

Exercice	(En milliers de Francs CFP)	
	Mouvements	Solde en fin d'exercice
2021	-	5 520 707
2022	-	5 520 707
2023	-	5 520 707
2024	-	5 520 707
2025	-	5 520 707

2.13. Capitaux propres (hors FRBG)**a) Détail des capitaux propres (hors FRBG)**

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2024	Affectation du Résultat n-1	Autres mouvements	31/12/2025
Réserve légale	1 500 000			1 500 000
Réserves spéciales	50 000			50 000
Réserve facultative non distribuable	-	210 897		210 897
Autres réserves	22 531 455	989 283		21 542 172
Résultat de l'exercice			790 553	790 553
Résultat de l'exercice antérieur	-778 387	778 387		-
Capital social	15 000 000			15 000 000
Distribution de dividendes	-			
Total	38 303 068	0	790 553	39 093 621

Une réserve spéciale facultative a été constituée en 2025, en application de la loi de pays n°2025-2 du 02 janvier 2025. Cette réserve présente un caractère indisponible sur 10 ans à compter de sa date de constitution sauf dispositions particulières de la loi.

b) Informations sur le capital social

Le capital social de la Banque Calédonienne d'Investissement entièrement libéré s'élève à 15 milliards de FCFP. Il est composé de 250 000 actions d'une valeur nominale de 60 000 F CFP.

A la clôture de l'exercice, le capital social de la Banque est détenu de la manière suivante :

- 50,0 % par la Nouvelle-Calédonie
- 49,9 % par la COFIBRED
- 0,1 % par l'Agence Française de Développement.

Note 3. – Observations sur les engagements de hors-bilan**3.1. Les engagements de financement.****3.1.1. Les engagements reçus**

Les engagements de financement reçus d'établissements de crédit sont détaillés de la manière suivante :

Engagements de financement recus	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2025	31/12/2024
D'entreprises liées	-	-
D'autres établissements de crédit	5 966 587	-
Total	5 966 587	-

3.1.2 – Les engagements donnés

Les engagements de financement en faveur de la clientèle se décomposent comme suit :

Engagements de financement donnés	(En milliers de Francs CFP)	
	31/12/2025	31/12/2024
Ouvertures de crédits confirmés	22 046 141	26 108 999
Ouvertures de crédits documentaires	192 484	598 156
Autres engagements	12 842	7 223
Total	22 251 467	26 714 378

3.2. Les engagements de garantie**3.2.1 – Les engagements reçus**

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	31/12/2024
Cautions, avals et garanties reçus d'établissements de crédit	9 998 150	5 933 482
Dont entreprise liées	-	-

3.2.2. Les engagements donnés

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garanties d'ordre de la clientèle	11 296 149	12 436 423
Dont entreprise liées	-	-
Engagements de garanties d'ordre d'établissements de crédit	4 856 082	3 574 879
Engagements de garanties donnés douteux	268 190	309 258

3.3.1. Les autres engagements reçus

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	31/12/2024
Garanties reçues d'administrations publiques (avals)	2 782 830	6 001 572
Autres garanties reçues de la clientèle	-	-

3.3.2. Les autres engagements donnés

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	31/12/2024
Créances données en garantie des lignes de refinancement de l'IEOM et des titres de créances négociables	107 615 761	104 477 593

3.4. Les engagements sur instruments financiers à terme

Les opérations réalisées concernent exclusivement des instruments à terme de taux, négociés sur le marché de gré à gré. Elles portent sur des swaps visant à couvrir l'impasse de taux de la Banque. Leur durée résiduelle est inférieure à 5 ans.

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2025		31/12/2024
	Nominal	Valorisation à la clôture	Nominal
Marché de gré à gré :			
Opérations fermes sur instruments de taux d'intérêts	11 455 847	-399 810	11 455 847

Compte tenu de leur finalité, la valorisation de ces opérations n'a fait l'objet d'aucune dépréciation.

3.5. Autres divers**Les engagements en devises.**

Les contrats d'achats et de ventes à terme concernent :

Devises (En milliers de Francs CFP)	31/12/2025	
	Achats	Ventes
Dollars australiens	1 743 075-	-
Dollars néo-zélandais	289 209-	-
Dollars US	1 593 209-	-
Yens japonais	-	-

La Banque organise systématiquement la couverture des opérations à terme en devises qu'elle réalise ou des dépôts à terme de ses clients.

Note 4. – Observations sur le compte de résultat

4.1. Intérêts et produits assimilés

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Sur opérations avec les établissements de crédit		
A vue	973 456	1 390 757
A terme	270 762	716 697
Sous-total (1)	1 244 218	2 107 455
Sur opérations avec la clientèle		
Intérêts sur créances commerciales	35 765	59 334
Intérêts sur crédits de trésorerie	2 478 007	2 914 664
Intérêts sur crédits à l'habitat	4 510 931	4 603 898
Intérêts sur crédits d'équipement	3 183 877	3 123 371
Autres produits assimilés	439 344	322 366
Sous-total (2) (3)	10 647 924	11 023 633
Total	11 892 142	13 131 088
(1) Dont établissements liés	-	-
(2) Dont établissements liés	-	-
(3) Dont net de dotations reprises des intérêts douteux	-19 134	-91 612
Retraités des règles de présentation CRC N° 2000.03.		

4.2. Intérêts et charges assimilées

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Sur opérations avec les établissements de crédit		
. A vue	3 931	12 027
. A terme	3 304 554	3 844 668
. Autres	-	0
Sous total (1)	3 308 485	3 856 695
Sur opérations avec la clientèle		
A vue	111 015	117 385
. A terme	3 437 654	3 244 161
. Autres	63 850	38 355
Sous-total (2)	3 612 520	3 399 901
Sur dettes représentées par des titres	122 087	137 164
Autres intérêts et charges assimilées (fonds gérés)	11 681	20 832
Total	7 054 773	7 414 593
(1) Dont établissements liés	-	-
(2) Dont établissements liés	-	-

4.3. Revenus des titres à revenu variable

(En milliers de Francs CFP)	2024	2023
Titres d'investissement	20 302	42 189
Etalement des primes d'acquisition	18 588	-233
Titres de participation	22 363	25 854
Autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Parts de SCI	14 311	13 029
Intérêts des prêts participatifs	-	-
Total	75 563	80 839

4.4. Commissions – produits

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Commissions perçues (Produits)		
Commissions sur opérations avec la clientèle	1 729 673	1 668 422
Commissions sur moyens de paiement	2 664 263	2 654 428
Commissions sur opérations de change	19 895	18 387
Commissions sur prestations de service	876 628	807 498
Total (1)	5 290 459	5 148 734
(1) Dont entreprises liées	0	0

4.5. Commissions – charges

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Commissions versées (Charges)		
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	73 694	79 407
De gestion des moyens de paiement et divers	1 554 512	1 513 475
Total (1)	1 628 207	1 592 882
(1) Dont entreprises liées	-	-

4.6. Gains sur opérations de portefeuille de négociation

Les gains sur opérations de portefeuille de négociation correspondent pour leur totalité au bénéfice de change réalisé sur les opérations en devises. Celles-ci comprennent : les opérations au comptant, les opérations à terme et l'évaluation du stock des opérations en devises inscrites à la clôture de l'exercice.

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Résultat de change	426 083	417 384
Total	426 083	417 384

4.7. Gains sur opérations de portefeuille de placement et assimilés

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Titres d'activité de portefeuille	-	-
Intérêts des titres de placement	-	-
Etalement des primes d'acquisition_ Titres de placement	15 203	-
Total	15 203	-

4.8. Autres produits et charges d'exploitation bancaire**4.8.1. Autres produits d'exploitation bancaire**

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Commission de gestion sur dossier d'assurance	336	2 962
Intérêts de retard perçus sur clientèle contentieuse	37 556	36 438
Revenus des immeubles	28 478	27 415
Prestations de services diverses	94 663	164 360
Autres produits	16 127	19 641
Total	177 160	250 817

4.8.2. Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Autres charges	70 901	344 699
Total	70 901	344 699

En 2024, ce poste enregistre pour l'essentiel la perte des valeurs dérobées dans nos agences et automates lors des émeutes de mai 2024.

4.9. Charges générales d'exploitation

4.9.1. Frais de Personnel

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Salaires	2 791 615	2 762 110
Charges patronales	1 130 896	1 123 622
Autres charges (formation continue, CE ...)	100 493	103 523
Intéressement des salariés au résultat	111 338	-312
Charges de personnel refacturées et transfert de charges (1)	-40 970	-55 164
Net de dotations reprises sociales	2 483	-21 032
Total	4 095 855	3 912 747
<i>(1) dont transfert de charges correspondant au coût du personnel immobilisé sur le développement d'un nouveau système informatique.</i>		

4.9.2. Autres frais administratifs

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Assistance technique	354 234	315 943
Locations	159 301	144 548
Transports et déplacements	50 389	43 815
Fournitures consommables et autres services extérieurs	266 768	230 838
Frais d'entretien et de réparation	470 899	434 719
Honoraires et rémunération d'intermédiaire	78 921	64 748
Autres frais généraux	427 171	429 806
Total Services Extérieurs	1 807 683	1 664 418

4.9.3 – Impôts et taxes

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements	33 207	71 074
Autres impôts et taxes	30 736	42 525
Total Impôts et Taxes	63 943	113 599

4.10. Dotations aux amortissements et dépréciations

(En milliers de Francs CFP)	2024	2023
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations incorporelles	142 611	128 425
- des immobilisations corporelles	336 733	313 968
Sous Total	479 344	442 393
Dotations pour dépréciations des titres et créances rattachées	12 930	12 886
Dotations pour dépréciations des constructions	73 366	
Total	565 640	455 279

4.11. Coût du risque

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-256 357	-84 491
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-1 004 938	-185 332
Reprises de dépréciations utilisées	1 004 938	185 332
Dotations aux dépréciations pour créances douteuses	-4 646 241	-5 840 816
Récupérations sur créances amorties	21 861	25 017
Reprises de dépréciations devenues disponibles	3 414 812	1 398 122
Perte sur litiges avec la clientèle	-	-1 582
Dotations aux provisions pour risques et charges	-9 831	0
Reprises de provisions pour risques et charges		200 209
Total	-1 475 755	-4 303 540

4.12. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Dotations pour dépréciations sur titres	-36 634	-1 367
Reprises de dépréciations sur titres	14 195	5 208
Plus-value sur cessions de titres	-	-
Moins-value sur cessions de titres	-1 949	-
Reprises de dépréciations constituées sur immobilisations corporelles	-	-
Moins-values sur cessions d'immobilisations	-3 078	-68 909
Plus-value sur cessions d'immobilisations	750	273 493
Total	-26 716	208 424

4.13. Résultat exceptionnel

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Produits		
Résultat d'assurance	6 529	16 689
Reprise de dépréciation SCI LE BANIAN	12 930	12 886
Reprise de dépréciation sur constructions	73 366	0
Reprise de provision sur litige fiscal	0	0
Autres produits exceptionnels	2 843	949
Total Produits	95 667	30 524
Charges		
Indemnités de remboursements anticipés d'emprunts (1)	-	-
Subvention d'équilibre filiales	8 818	229
Perte SCI LE BANIAN	12 930	4 892
Perte sur créances hors clientèle irrécouvrables	-	-
Autres charges exceptionnelles	72	11 853
Total Charges	21 821	16 974
Résultat exceptionnel	73 847	13 550
<i>(1) dont entreprises liées</i>		

4.14. Impôt sur les bénéfices**a) Fiscalité**

L'impôt sur les sociétés et la Contribution Sociale Additionnelle, dus au titre de l'exercice, sont présentés dans le tableau ci-dessous, déduction faite de l'impôt sur le Revenu des Créances Dépôts et Cautionnements (IRCDC), de l'impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) des titres des sociétés calédoniennes et des crédits d'impôt liés à des mesures de défiscalisation.

Au cours de l'exercice, la BCI a pris des participations et effectué des apports en compte courant dans des sociétés pour des projets ayant obtenu un agrément de défiscalisation de la part du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. En contrepartie de la promesse d'abandon d'une partie de son compte la BCI bénéficiera d'un crédit d'impôt sur les sociétés. Les dotations aux provisions de promesses d'abandons de créances, ainsi que les autres charges liées à ces opérations sont inscrites au poste Impôts sur les bénéfices comme étant le coût de l'économie d'impôt réalisée. Les crédits d'impôts qui y sont attachés seront imputés sur les exercices suivants au regard de l'insuffisance de base fiscale pour le faire sur l'exercice.

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Impôts sur les sociétés hors opérations de défiscalisation	45 071	-
Contribution sociale additionnelle	-	-
Réductions d'impôt liées aux opérations de défiscalisation	-	-
Impôts différés sur prêts à taux zéro	46 765	55 624
Impôts sur les sociétés dus au titre de l'exercice	91 836	55 624
Régularisation sur exercices antérieurs	-	-7 408
Impôts sur les sociétés dus	91 836	48 216
Charges et produits sur opérations de défiscalisation	361 108	36 694
Contribution additionnelle à l'IS	-	26 919
Impôts sur les bénéfices	452 943	111 829

A) Répartition du montant global des impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices, entre la partie imputable aux éléments exceptionnels du résultat et la partie imputable aux autres éléments, s'établit comme suit :

Nature du résultat	(En milliers de Francs CFP)		
	Montant brut	IS (1)	Montant après IS
Résultat courant	1 169 650	-452 943	716 707
Résultat exceptionnel	73 847	-	73 847
Contribution additionnelle à l'IS		-	-
Résultat net comptable	1 243 497	-452 943	790 553
(1) et charges assimilées			

Note 5. – Autres informations.**a) Fiscalité latente**

Le tableau ci-dessous synthétise les créances et dettes d'impôts non comptabilisées.

La différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal est justifiée principalement par la non-déductibilité de l'Impôt sur les Sociétés et de la Contribution Sociale Additionnelle.

Créances et dettes d'impôts (en base d'IS)	(En milliers de Francs CFP)					
	Début d'exercice		Variation de l'exercice		Fin d'exercice	
Nature	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Décalages certains ou éventuels						
Provisions pour amendes et pénalités					-	
Provisions pour abandon de créances					-	
Décote pour écart futur d'intérêts					-	
Provision pour indemnités de départ en retraite	498 692		38 436	42 304	494 823	
Provision pour litige clientèle non déductible					-	
Provision pour Risques et Charges non déductibles					-	
Provisions pour risques sectoriels					-	
Etalement des frais de dossiers	1 081 409		1 083 288	1 081 409	1 083 288	
Dépréciation sur créances clients	1 805 655		1 473 044	1 805 655	1 473 044	
- Fraction différée des plus-values à CT					-	
- Plus-values à long terme différées					-	
- Plus-values latentes taxables d'avance					-	
IRCDC s/intérêts courus non échus					-	-
	3 385 755	-	2 594 767	2 929 368	3 051 155	-
Eléments à imputer						
- Déficit reportable fiscalement	591 745			591 745	0	
- Crédits d'impôts sur défiscalisation reportable	41 979		485 447		527 427	
- Crédits d'impôt PTZ reportable	114 920		138 147	45 071	207 996	
- Amortissements différés					-	
- Moins-values à long terme	63 819		4 308	14 195	53 932	
	812 464	-	627 902	651 011	789 354	
Eléments de taxation éventuels						
- Réserve spéciale des plus-values à LT					-	-
- Réserve spéciale des profits éventuels					-	-
Total créances et dettes d'impôts non comptabilisées (en base)	4 198 219	-	3 222 669	3 580 379	3 840 509	

Créances et dettes d'impôts	Début d'exercice		Variation de l'exercice		Fin d'exercice	
Nature	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
IS sur Prêts à taux Zéro	411 827		22 122		433 948	
CSA sur Prêts à taux Zéro	210 591			15 588	195 3	

b) Informations relatives aux transactions entre parties liées

Aucune partie n'est considérée comme liée à la BCI compte tenu de la détention de son capital.

c) Epargne Logement

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024	2023
Montants collectés			
Comptes Epargne Logement (CEL)	30 516	41 575	62 263
Plans Epargne Logement (PEL)	107 093	143 837	219 418
En cours crédits			
Comptes Epargne Logement (CEL)			-
Plans Epargne Logement (PEL)			-

d) Livret A

A la clôture de l'exercice, la part des fonds collectés par la Banque au titre du Livret A et non centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations s'élève à 2,522 milliards F CFP. Ces fonds sont employés par la Banque au financement des petites et moyennes entreprises, notamment pour leur création et leur développement, ainsi qu'au financement des travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments anciens.

e) Effectif moyen (Equivalent Temps Plein)

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Cadres expatriés	1	1
Cadres	111	106
Gradés	177	181
Agents de banque	157	153
Apprentis	13	11
Total	459	452

Il s'agit de l'effectif moyen opérationnel (hors congé sabbatique, création d'entreprise, maladie, etc...).

f) Contre-valeur des comptes en devises (hors Euros)

(En milliers de Francs CFP)	2025	2024
Actif :		
Opérations de trésorerie	1 428 083	1 215 046
Billets, monnaies et autres valeurs	268 117	310 144
Comptes et prêts, comptes de régularisation et divers	1 159 966	904 901
Opérations avec la clientèle	-	-
Crédits à l'équipement	-	-
Valeurs non imputées et divers	-	-
<i>Valeurs immobilisées</i>	759 023	831 478
Titres de participations	759 023	831 478
Passif :		
Opérations de trésorerie	-1 784 352	-
Emprunts	-	-
Comptes ordinaires et à terme d'établissements financiers	-1 751 984	-
Autres sommes dues	-32 369	-
Opérations avec la clientèle	-3 084 235	-2 555 003
Comptes ordinaires et à terme, dettes rattachées	-2 985 398	-2 544 600
Autres sommes dues	-98 837	-10 403

g) Projet d'affectation des résultats de l'exercice

	(En milliers de Francs CFP)
Résultat de l'exercice (Bénéfice)	-778 387
Report à nouveau	-
Total à affecter	-778 387
Affectation à la réserve légale	-
Distribution de dividendes	-
Affectation autres réserves	-989 283
Réserve facultative non distribuable selon Ip 2025-2 du 2 janvier 2025	210 897
Total affecté	-778 387

h) Résultat au cours des cinq derniers exercices

	(En milliers de Francs CFP)				
Nature des indications	2025	2024	2023	2022	2021
Capital en fin d'exercice					
Capital social	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Nombre des actions ordinaires existantes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Operations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires	17 880 456	19 023 586	18 345 102	15 814 816	14 551 757
Bénéfice avant amortissements, provisions et impôts	1 918 347	3 931 362	3 638 325	6 878 320	5 779 406
Impôts sur les bénéfices et charges assimilées	452 943	111 829	1 871 484	2 430 086	2 125 717
Bénéfice après amortissements, provisions et impôts	790 553	-778 387	2 500 610	3 022 501	2 525 369
Résultat par action (en unité monétaire)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements					
Et provisions	6 155	15 278	7 067	17 793	9 022
Résultat après impôts, amortissements et provisions	3 162	-3 114	10 002	12 090	10 101
Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice (1)	459	452	445	431	428
Montant de la masse salariale de l'exercice (2)	2 763 968	2 723 710	2 713 938	2 614 321	2 525 491
Montant des sommes versées au titre des Avantages sociaux de l'exercice (2) (3)	1 331 888	1 189 037	1 403 422	1 337 920	1 246 120
(1) Hors personnel détaché					
(2) Déduction faite des charges refacturées au titre du personnel détaché.					
(3) Intéressement des salariés compris.					

i) Rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction

La rémunération brute des membres du conseil d'administration s'élève pour l'exercice à 1 000 000 FCFP.

La rémunération brute des membres de la direction générale, qu'ils soient salariés de la BRED Banque Populaire et fassent l'objet d'une refacturation par cette dernière à la BCI dans le cadre d'une convention de mise à disposition de personnel, ou qu'ils soient salariés de la Banque, s'élève pour l'exercice à 82 944 091 FCFP.

j) Avances, crédits accordés et engagements donnés aux membres du Conseil d'Administration et de la Direction

Aucune avance ou aucun découvert significatif n'a été accordé aux membres du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale au cours de l'exercice.

Les prêts consentis aux membres du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale, l'ont été aux conditions normales du marché, à raison de leur qualité de clients de la Banque, et non de leur participation aux organes de direction. Les conditions d'octroi n'ont pas dérogé aux conditions normales d'octroi des crédits à la clientèle.

Aucun engagement n'a été pris par la Banque pour le compte des membres du conseil d'administration ou de la direction générale.

k) Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes, facturés au titre du contrôle légal des comptes clos le 31 décembre 2025, s'élèvent à 14 400 000 FCFP HT.

l) Consolidation

La Banque n'établit pas de comptes consolidés, soit parce qu'elle ne détient pas de contrôle exclusif sur ses participations et autres titres détenus à long terme, soit parce que l'intégration des filiales au regard de leur taille serait sans incidence sur les résultats consolidés.

La Banque est consolidée par mise en équivalence au sein du groupe BRED Banque Populaire.

m) Rapport de gestion et d'activités

Le rapport de gestion décrivant en particulier les activités de l'exercice est mis à la disposition du public sur le site internet de la BCI, www.bci.nc.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société Banque Calédonienne d'Investissement SAEM, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations.

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables :

Votre société constate des dépréciations afin de couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités selon les modalités décrites dans la note en page 8 (§ 1.2) de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions spécifiques et avons procédé sur ces bases, ainsi que par sondages, à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle ont été mentionnées dans le rapport de gestion.

Nouméa, le 10 avril 2026
Les commissaires aux comptes

OCEA Nouvelle-Calédonie
Nicolas BERNIER
Associé

KPMG Audit :
Jacques LE MAITRE
Associé